

LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 030

Février 2009



Avançons sur la route de la paix

CHAN 2009

Championnat d'Afrique des Nations

du 22 février au 8 mars 2009

CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL

EN ATTENDANT UN NOUVEAU CHRONOGRAMME ...

Tout en saluant les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de l'accord politique de Ouagadougou (APO) du 4 mars 2007, la communauté internationale continue d'encourager les parties concernées à redoubler d'efforts pour faire avancer le processus de sortie de crise.

En ce début d'année, l'attention de la communauté internationale pour la Côte d'Ivoire n'a pas donné l'impression d'avoir décliné. Si le mois de janvier a vu la présentation du dernier rapport du Secrétaire Général sur la Côte d'Ivoire au Conseil de Sécurité, ainsi que l'adoption de la résolution 1865 sur la Côte d'Ivoire, février n'est pas en reste.

Tant le Représentant spécial du Secrétaire Général pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, que le Conseil d'Evaluation et d'Accompagnement (CEA), qui s'est réuni à Ouagadougou le 16 février, ont reconnu les avancées dont le peuple ivoirien et ses dirigeants ont bien le droit d'être fiers. Des questions militaires épineuses ont été abordées dans le quatrième accord supplémentaire à l'APO.

L'opération d'identification des populations et d'enrôlement des électeurs s'est déroulée sans incidents majeurs, franchissant la barre de 4,5 millions avant la mi-février. [Cette avancée a continué et à la fin du mois, le chiffre dépassait les 5 millions]. Des pas liminaires ont été pris vers la réunification effective du territoire sur les plans fiscal et administratif.

L'établissement d'un chronogramme pour le restant pour le processus électoral reste un préalable incontournable pour l'avancement du processus de sortie de crise. La communauté internationale reconnaît cependant que toute proposition de dates précises pourrait souffrir le même sort que par le passé si elle ne tient pas dument compte des diverses phases du processus.

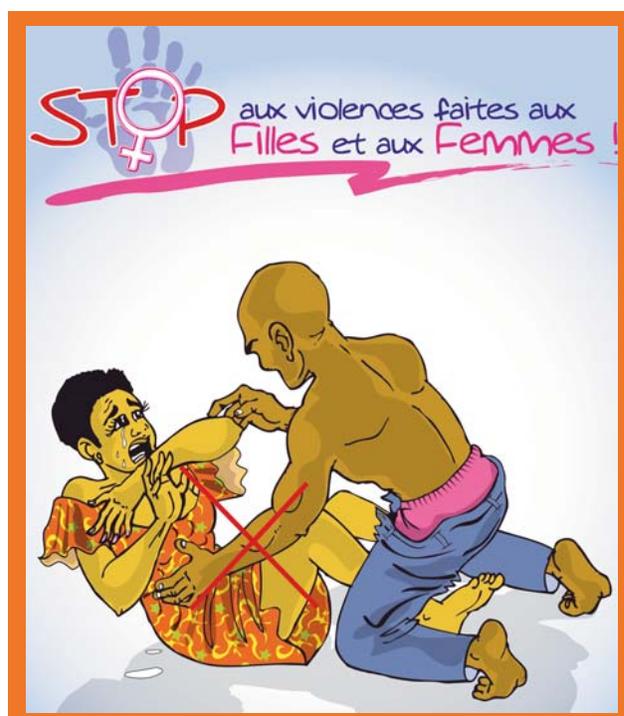
Le CEA a appelé à un « chronogramme réaliste du processus électoral, tandis que le chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a souligné la nécessité d'un chronogramme par périodes.

Ce chronogramme, a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse à l'ONUCI le 12 février, devra tenir compte des cinq étapes incompressibles du processus : l'établissement de

la liste électorale provisoire ; l'établissement de la liste électorale définitive, après l'apurement des contentieux sur la liste provisoire ; la confection des cartes d'identité ainsi que des cartes d'électeur ; la distribution des cartes ainsi que la mise en place du matériel et des accessoires électoraux dans les 11.000 lieux de vote ; la campagne électorale présidentielle.

En attendant, l'ONUCI continue d'apporter son appui au processus, y compris un soutien logistique sous forme de véhicules ainsi que, surtout dans les zones d'accès difficile, de bateaux et d'hélicoptères. La mission apporte également une contribution directe à la sécurisation du processus, à travers sa capacité militaire et policière. Et elle concourt à la création d'un climat sécurisé à travers son programme des Mille Microprojets, destiné à aider à la réinsertion des anciens combattants en leur donnant des alternatives aux armes.

Par Kenneth Blackman



LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL PARTICIPE À LA 6^e RÉUNION DU CEA À OUAGADOUGOU

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a participé, le 16 février 2009, à Ouagadougou au Burkina Faso, à la 6^e réunion du Comité d'évaluation et d'accompagnement (CEA) de l'Accord Politique de Ouaga-dougou (APO), ouverte sous la présidence du Facilitateur du dialogue direct inter ivoirien, le Chef de l'Etat burkinabé, Blaise Compaoré.

A cette occasion, M. Choi a fait aux participants le point des avancées du processus de paix et notamment du processus électoral depuis la signature de l'Accord Complémentaire de Ouagadougou, le 22 décembre 2008. Il a décrit le nombre actuel de 4,600.000 personnes identifiées comme un signal fort qui vient résoudre l'épineuse question de l'« ivoirité », question sociopolitique majeure en Côte d'Ivoire. Félicitant les dirigeants et le peuple ivoiriens pour ces avancées, M Choi a exhorté les uns et les autres à poursuivre leurs efforts. « Nous souhaitons tous que le rythme imprimé au processus en cours soit maintenu afin que l'identification s'achève au printemps de cette année », a-t-il dit.

Devant tous ces acquis, M Choi a estimé que rien ne s'opposait désormais à la publication d'un calendrier électoral fiable avec des étapes précises afin de redonner confiance autant à la communauté internationale qu'au peuple ivoirien. A cet effet, il, a rappelé que « l'élaboration d'un calendrier électoral comportant des étapes précises et leur durée approximative, est d'une importance cruciale non seulement, pour maintenir la dynamique du processus électoral mais aussi pour faciliter une meilleure planification, ce qui permettra d'éviter une accumulation de retards ».

Pour ce qui est du redéploiement de l'autorité de l'Etat et du désarmement, tel que stipulé par l'Accord de Ouaga IV, le Représentant spécial, qui a rassuré que son Institution poursuivrait sa mission, a dit attendre d'observer des progrès sur ces deux volets. Il a



Le chef de l'ONUCI, lors de la réunion du CEA à Ouagadougou © UN / ONUCI

rappelé que le soutien de l'ONUCI avait permis la réinsertion des ex-combattants et des miliciens, notamment à travers son « Opération 1000 microprojets » qui a déjà profité à plus de 1.200 Ivoiriens

Par ailleurs, M. Choi a expliqué qu'en dépit de la décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies de réduire les effectifs militaires de l'ONUCI d'un bataillon, la mission poursuivrait son rôle en garantissant la paix et la sécurité du processus, « notamment à travers une mobilité accrue de nos forces et la coopération intermission avec la MINUL, la Mission des Nations Unies au Liberia » a-t-il ajouté.

Auparavant, le Président Compaoré avait appelé les parties ivoiriennes à « une application diligente » du quatrième accord complémentaire conclu en décembre 2008 et qui vise à résoudre les questions militaires et de réunification définitive du pays. Estimant que La mise en œuvre des dispositions de cet accord complémentaire nécessitait de nouveaux engagements financiers, il a lancé un appel aux partenaires finan-

ciers. « J'encourage l'Etat de Côte d'Ivoire et les partenaires économiques et financiers à relever ces défis pour parachever et consolider le retour définitif à la paix », a-t-il dit.

Il a salué les efforts de la communauté internationale, notamment les Nations Unies et s'est félicité des acquis enregistrés dans l'opération d'identification et de recensement électoral.

Le Premier Ministre Guillaume Soro a pris part à la 6^e réunion du CEA ouverte à l'OCI qui comprend, outre l'ONUCI, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Union Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la France. Des bailleurs de fonds bilatéraux (Belgique Brésil, Canada, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Norvège) ainsi que l'organisation Internationale de la Francophonie (OIF) sont représentés à la rencontre

Par Hamadou Touré

LE CHEF DE L'ONU CI ASSISTE AU MATCH D'OUVERTURE DU PREMIER CHAMPIONNAT D'AFRIQUE



Le CHAN a été le moment de communion pour la population ivoirienne © UN / ONU CI

Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi a assisté, le 23 février, à Abidjan, au match d'ouverture du premier Championnat d'Afrique des Nations des locaux (CHAN), auquel l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) apporte une assistance technique et médicale.

Le coup d'envoi du match d'ouverture, opposant l'équipe nationale de Côte d'Ivoire, pays organisateur, à celle de la Zambie a été donné au stade Félix Houphouët Boigny, par le président ivoirien, M. Laurent Gbagbo, en présence des chefs d'Etats du Burkina Faso, M. Blaise Compaoré et du Bénin, M. Yayi Boni ainsi que du Premier Ministre du Togo, du Mministre des Affaires Etrangères du Sénégal et des Ministres des sports de la Tanzanie et de la Zambie.

Le chef de l'Etat ivoirien a salué le président de la Confédération africaine de football (CAF), Issa Hayatou pour « avoir confié l'organisation de l'événement à son pays » et a souligné la solidarité de ses homologues africains.

« Le sport a toujours été un facteur de

réconciliation. Aujourd'hui, pour le démontrer, la Côte d'Ivoire est debout », a déclaré le Président du Comité d'organisation du championnat, Jacques Anouma, tout en souhaitant le bienvenu aux délégations des pays participants et saluant l'amitié africaine.

M. Choi et son principal adjoint, M. Abou Moussa ont assisté à l'ouverture de la compétition, marquée par une parade chorégraphique qui a mobilisé plus de deux cent artistes représentatifs de la diversité culturelle de la Côte d'Ivoire. Une cérémonie haute en couleurs et en sons venus du pays profond.

L'ONU CI qui soutient le sport comme un moyen de promotion de la paix et de la réconciliation nationale a mobilisé des moyens techniques et logistiques pour soutenir l'événement. Elle projette des matchs de cette compétition dans les villes de Yamoussoukro, Man, Odienné, Daloa, Duekoué, Ferkessédougou et San Pedro. La mission appuie aussi le comité national de soutien aux Eléphants (CNSE), mandaté par le COCHAN dans la réhabilitation des sites des villages CHAN qui sont installés à Bouaké et à Yamoussoukro.

Les Nations Unies accordent une grande importance au sport dans la promotion de la paix, du développement et de la santé. La résolution 61/10 du 8 décembre 2006 de l'Assemblée Générale des Nations Unies désigne « le sport [comme] moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix ».

Depuis de nombreuses années, la mission organise des tournois dans les régions en vue d'offrir une plateforme d'échanges aux populations. Elle apporte également son soutien à de nombreux événements sportifs dans le pays aux côtés des instances fédérales nationales.

Le CHAN est une compétition réservée aux joueurs locaux des sélections nationales. Elle doit se dérouler tous les deux (2) ans, en alternance avec la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Huit (08) pays participent à cette première édition : Côte d'Ivoire (pays organisateur), Ghana, Libye, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Par Parfait Kouassi

CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE PRÈS D'ODIENNÉ FINANCÉE PAR L'ONUCI



M. Abou Moussa saluant des enfants à Odienné © UN / ONUCI

Le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire (ONUCI), M. Abou Moussa a posé, samedi 7 février, la première pierre d'une école primaire de trois classes dans le village de Tomba, près d'Odienné (600 km au nord d'Abidjan).

La construction de l'école, financée par le programme de projets à impact rapide de l'ONUCI, vise à permettre aux enfants de Tomba de bénéficier du droit à l'éducation. L'ONUCI va également réhabiliter la case de santé du village.

« Vous avez compris que vous et vos enfants avez des droits, notamment le

droit à l'éducation et à la santé », a déclaré le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUCI, M. Simon Munzu. « Ce que nous sommes en train de faire, c'est vous qui l'avez commencé », a poursuivi M. Munzu, ajoutant que l'ONUCI finançait ces projets sociaux parce qu'ils avaient été initiés par les villageois eux-mêmes.

« Il vous revient de bien gérer ces infrastructures », a indiqué le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général des Nations Unies, M. Abou Moussa, expliquant que l'école et la case de santé permettront au village d'avoir des cadres et de se développer. Il a aussi invité les parents d'élèves à

scolariser les jeunes filles, qui sont souvent gardées à la maison pour effectuer les tâches ménagères dans cette partie du pays.

« En investissant dans l'école, vous portez un pari décisif sur l'éducation. Vous améliorez de façon sensible l'environnement de ce village », a déclaré Mamadou Baro, le Directeur régional de l'éducation national à Odienné, saluant l'action de l'ONUCI. « Il faut que chaque famille s'investisse pour que l'école soit bien entretenue afin de donner la chance aux enfants, surtout aux petites filles, d'aller à l'école », a-t-il insisté auprès des bénéficiaires.

Le sous-préfet de Tiémé, au nom du Préfet du Département a remercié l'ONUCI pour son appui, tout comme le président du Conseil général d'Odienné.

Outre la pose de la première pierre de l'école primaire, l'événement a aussi consisté en la visite de la case de santé dont l'ONUCI assurera la réhabilitation. Cette case de santé permettra aux populations d'avoir les premiers soins, notamment pour le traitement du paludisme, les pansements des blessures et le déparasitage des enfants. Les deux projets sont financés pour un montant global de 10, 2 millions de FCFA.

L'ONUCI CONTRIBUE À LA CONSOLIDATION DU CLIMAT SOCIALE APAISÉE À ODIENNÉ

Un atelier pour former une cinquantaine de membres de la société civile à la culture de la paix et à la cohésion sociale a été organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le 12 février 2009, à Odienné.

La formation était constituée de quatre modules portant sur la cohésion sociale et le développement local, l'éducation citoyenne en période électorale, les droits de l'homme, et la communication pour le changement de comportement et le

développement. Le chef de la délégation de l'ONUCI, M. Paul Jatho, Chef du bureau régional des droits de l'homme d'Odienné, a indiqué que la culture de la paix requiert un changement de comportement ainsi que la promotion de la paix, la prévention des conflits potentiels ou latents, et la restauration de la confiance au sein des communautés.

Le président du Conseil général d'Odienné, M. Abdoulaye Koné, et l'adjoint au Maire, M. Amidou Kuruma, ont salué les efforts de l'ONUCI en faveur de

la consolidation de la cohésion sociale. Les actions de la mission onusienne « redonnent espoir et vie aux [habitants d'Odienné] désespérés par la crise », a estimé M. Kuruma, ajoutant que les formations vont permettre aux associations participantes de jouer un rôle prépondérant dans le bon déroulement des élections. Le Sous-préfet d'Odienné a, pour sa part, exhorté les participants à mettre effectivement les connaissances acquises à la formation au profit de la communauté.

La session a été aussi ponctuée par des sketches mettant en exergue l'usage des alliances interethniques pour régler les différends intercommunautaires.

Par Fatoumata Ouattara

LE COORDONATEUR HUMANITAIRE ÉVALUE LA SITUATION À L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE



Le coordonnateur humanitaire s'est entretenu avec toutes les couches sociales dans l'ouest © UN / ONUCI

Le Coordonnateur humanitaire du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Georg Charpentier a effectué une tournée dans l'ouest du pays dans le cadre d'une mission de suivi et de l'évaluation de la situation humanitaire.

M. Charpentier a entamé sa visite dans la région du Moyen Cavally où il a rencontré les autorités administratives et les organisations humanitaires à Guiglo. Il s'est aussi rendu à Blolequin et a rencontré les populations de Béoué, un village de la Sous-préfecture de Zéaglo où des déplacés internes sont autorisés à regagner peu à peu leurs plantations.

La tournée a également conduit M. Charpentier dans la région des 18 Montagnes où il s'est informé sur la situation humanitaire auprès des responsables des agences des Nations Unies et des Organisations Non Gouvernementales internationales opérant dans la région. Il a aussi discuté avec les chefs des villages de la localité de Zou. Il s'est réjoui de l'impact positives de plusieurs actions de paix et de développement réalisées par les organisations humanitaires en vue

de renforcer la cohésion sociale dans cette localité.

Les chefs des 21 villages de la Sous-préfecture de Zou ont exprimé leur reconnaissance aux organisations humanitaires. Ils ont, néanmoins, relevé que le retour des déplacés internes – qui ont perdu leurs plantations – a engendré une insuffisance de la nourriture, de l'eau et des structures médicales. De plus, le désœuvrement des ex-combattants et des jeunes à risques a occasionné une forte insécurité. Les chefs de villages ont de ce fait sollicité la poursuite de l'assistance des organisations humanitaires.

Le responsable du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) à Guiglo, M. François Salomon, a rassuré les populations. Il a indiqué que les humanitaires feraient le nécessaire pour les soulager en fonction de leur capacité et leur mandat respectifs. Il les a toutefois invités au travail pour faire face aux besoins existentiels.

Concernant le problème d'insécurité, les populations ont été invitées à s'adresser aux autorités gouvernemen-

tales, notamment au Centre de Commandement Intégré (CCI) pour solliciter des mesures sécuritaires.

M. Charpentier, également représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, a aussi rencontré les contingents marocains et béninois déployés dans cette partie du pays. Il les a exhortés à collaborer avec les acteurs humanitaires. Il a souligné la nécessité de la mise en place d'un mécanisme plus fluide et coordonné de collecte, de partage et de transmission des rapports.

Le Coordonnateur humanitaire était accompagné dans cette mission des nouveaux chefs du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) et d'OCHA en Côte d'Ivoire, ainsi que des représentants du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'ONU CI, d'International Rescue Committee (IRC) de Norwegian Refugee Council (NRC) et du Service d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides (SAARA) du gouvernement ivoirien.

Par Désiré Dago et Joseph Wabatinga

L'ONUCI TIENT UN FORUM POUR ENCOURAGER LES EFFORTS DE KOUIBLY EN FAVEUR DE LA PAIX

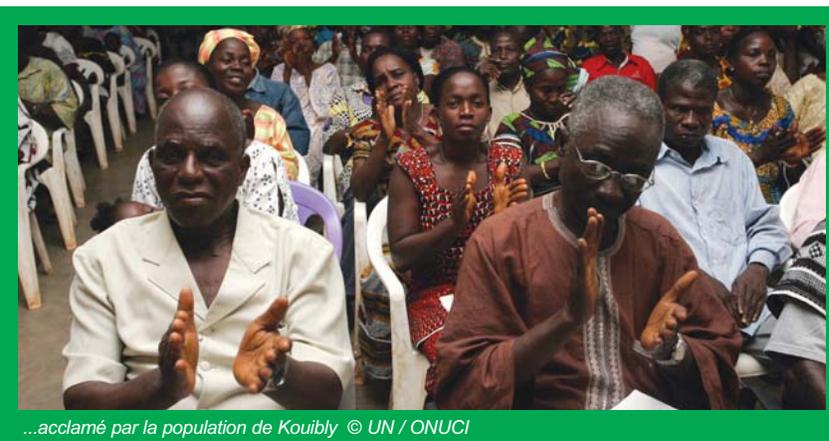


Le forum itinérant de la paix de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) s'est tenue le 20 février à Kouibly près de Man (450 km au nord-ouest d'Abidjan). L'événement organisé par le Bureau de l'Information Publique de la mission sillonne tout le pays depuis plus de 3 ans.

Les populations de Kouibly se sont déplacées en masse à la salle du foyer des jeunes pour entendre le message de paix, de réconciliation et de cohésion sociale de l'ONUCI. Elles ont aussi apporté leur contribution pour le retour définitif de la paix dans leur département.

« La Paix est le plus grand héritage que le Président Félix Houphouët Boigny nous a laissé, la Paix est la seconde religion des Ivoiriens et à Kouibly nous sommes condamnés à la renforcer...
« En Côte d'Ivoire, la guerre est finie et fait place désormais à la paix et à la réconciliation. Parents de Kouibly, amis et frères des pays voisins, réconcilions-nous, restons unis et solidaires afin de bâtir Kouibly », a déclaré l'adjoint au Maire, M. Bamba Abdoulaye, remerciant l'ONUCI de l'initiative du forum.

Le chef de la délégation de l'ONUCI,



Diane Pezzini, a exhorté la population à prendre part à l'opération d'identification qui doit conduire à des élections apaisées et rétablir la paix dans le pays. Les autorités administratives de la localité, notamment le Préfet de département, M. Jean Batiste Zamele Kouame, le Secrétaire général de la Préfecture et le Sous préfet de Totodrou, le Député Zon Sono, ont assisté à l'événement.

Le Préfet a remercié l'ONUCI pour l'assistance qu'elle ne cesse d'apporter aux ivoiriens depuis le déclenchement de la crise. « L'ONUCI nous a appris une bonne leçon, celle de l'importance

de la Paix, et il est de notre devoir de l'appliquer », a-t-il invité les populations. Les sections des droits de l'homme, de l'assistance électoral, des affaires civiles, de l'Etat de droit, du DDR, de l'information publique ainsi que la police et la force ont présenté leurs mandats et leurs activités aux populations.

La veille du forum, des ateliers se sont tenus dans une école primaire avec les différents partenaires cibles que sont les femmes, les jeunes, et les chefs traditionnels.

Par Marie-Puchon

L'ONU CI APPUIE L' « ONG PÉPINIÈRE DE MAN » DANS LA PROTECTION DES ENFANTS DÉSHÉRITÉS

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a octroyé un financement à l'ONG « La pépinière », basé à Man (600 km à l'ouest d'Abidjan) pour la réhabilitation et l'équipement d'un bâtiment comportant des salles de classes et de formation au métier de la couture. Le financement issu des projets à impact rapide de la mission est un encouragement aux efforts de Mme Anicet Joséphine Koffi, initiatrice de l'ONG qui œuvre pour la cause des enfants déshérités.

Mme Anicet Joséphine Koffi, qui est assistante sociale, a ouvert un centre d'accueil, en juin 2006 pour recevoir les enfants en difficulté, dont le nombre devenait croissant dans la ville de Man. Ces enfants dont certains étaient orphelins et d'autres issus de grossesses non désirées, se retrouvaient dans la rue et étaient voués à la délinquance.

L'ONG « La Pépinière » a recueilli sept enfants de la rue, dont elle prend totalement en charge. Elle encadre également,

environ 513 enfants de 2 à 17 ans, au nombre desquels 204 enfants (90 garçons et 114 filles) apprennent à lire et à écrire, de la classe de CP1 au CM2.

L'enseignement dispensé tient compte de la condition psychologique des enfants. Une centaine de jeunes filles apprennent la couture, la coiffure, la teinture et la broderie, tandis qu'une soixantaine de jeunes garçons sont formés à la menuiserie, à la plomberie et à la mécanique. L'ONG organise par la suite la réintégration des enfants dans leurs familles.

En 2007, six (6) enfants de parents malades mentaux, enfants maltraités et enfants issus de trafic ont été réintégrés dans leur famille d'origine, à l'issue de recherches lancées par l'UNICEF avec l'appui de la police des Nations Unies (UNPOL) et la brigade de la police des Forces Nouvelles de Man qui ont assuré la sécurité de leur convoi de retour. La réhabilitation et l'équipement du bâtiment, a nécessité environ 20 millions de FCFA, financé par deux projets à impact rapide

de l'ONU CI. Mme Anicet Joséphine Koffi, s'est dite reconnaissante au chef de la mission onusienne pour sa compassion vis-à-vis de la situation des enfants dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, lors de sa première visite à Man. Pour immortaliser l'assistance l'ONU CI aux enfants en difficulté de Man, la salle de classe de CM2 a été baptisée « salle Y.J Choi », du nom du Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire. La photo de M. Choi est également accrochée dans cette salle.

Pour la survie du centre d'accueil, Mme Koffi a souligné les difficultés qui minent son fonctionnement. La discontinuité de l'appui des organisations humanitaires ne permet au centre de pérenniser l'approvisionnement en alimentation des enfants. En outre, les encadreurs bénévoles qui travaillent dans le centre, partent après avoir obtenus de meilleurs emplois.

Par Parfait Kouassi

L'ONU CI FORME UNE CENTAINE D'ENCADREURS DES CLUBS DES DROITS DE L'HOMME D'ABIDJAN

La Division des Droits de l'Homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a organisé un séminaire, le 13 février, au siège du Conseil Economique et Social à Abidjan, pour former les encadreurs des clubs de droits de l'homme des lycées et collèges.

« La formation s'inscrit dans le cadre du mandat de promotion des droits de l'homme de l'ONU CI », a expliqué, M. Mohamed Eissa, Chef du bureau régional des droits de l'homme d'Abidjan.

Plus d'une centaine d'enseignants des lycées et collèges du District d'Abidjan ont participé au séminaire, dont le but était de les outiller pour un meilleur encadrement des clubs des droits de l'homme au sein de leurs établissements. Ces clubs, qui visent à promouvoir les droits de l'homme chez les élèves, ont été installés dans les établissements scolaires par le Ministère

de la justice et des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales, en collaboration avec la Division des Droits de l'Homme de l'ONU CI.

Le séminaire avait aussi pour objectif de réfléchir au rôle des clubs des droits de l'homme dans les écoles, de faire le bilan des activités passées et d'envisager les défis et les perspectives.

Lors de la session, le concept, les normes, les principes, les catégories et les dimensions des droits de l'homme ont été expliqués par M. Eissa aux participants. Il a aussi échangé avec ceux-ci sur leurs préoccupations au regard des réalités qu'ils rencontrent dans le cadre de l'encadrement des clubs sur le terrain.

« Cette formation est importante pour nous, parce qu'elle permettra aux enseignants de mieux cerner les notions

de droits de l'homme dans leur mission d'encadrement des élèves », a indiqué Augustin Amoakon Koffi, représentant du Ministère de l'Education Nationale. « Nous souhaitons que ce genre de formation se multiplie et s'étende à d'autres enseignants », a-t-il ajouté.

Plusieurs formations similaires sont organisées par la Division des droits de l'homme de l'ONU CI dans chacun de ses neuf bureaux régionaux implantés à travers la Côte d'Ivoire.

Des représentants du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire ont participé au séminaire.

Par Parfait Kouassi

QUATRE ÉQUIPES D'IDENTIFICATION RALLIENT DES VILLAGES SUR LA LAGUNE ABY AVEC L'AIDE DE L'ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a affrété, le 18 février, une pinasse pour transporter quatre équipes d'identification dans des villages de la Sous-préfecture d'Ettoueboué, près d'Adiaké (95 km d'Abidjan). Cette action s'inscrit dans le cadre de l'appui logistique de la mission à l'opération d'identification et de recensement électoral, en cours.

Les agents d'identifications et leurs encadreurs ont embarqué au quai d'Adiaké sur une pinasse arborant le drapeau des Nations Unies qui s'est mis à flotter en direction de huit villages de la Sous-préfecture d'Ettoueboué, Ebouando, Man-Man, Angoudou, Akounougbé, Mbaratié, Abiaty, Akpangni et Moa, situés dans une enclave derrière Aby, la plus grande lagune de Côte d'Ivoire.

« C'est une aide très appréciable qui va nous permettre de rallier des villages situés à 30 km sur la lagune Aby », a déclaré, satisfait, le président de la Commission électorale départementale d'Adiaké, M. Aboubakar Koné. « Nous n'avions pas les moyens d'accéder à ces sites et l'appui de l'ONUCI est véri-



Les agents d'identifications et leurs encadreurs ont embarqué sur une pinasse arborant le drapeau des Nations Unies © UN / ONUCI

tablement précieux pour le succès de l'opération dans notre localité », a poursuivi M. Koné, saluant les efforts de la mission onusienne.

Les équipes seront transportées pendant quatorze jours pour permettre aux équipes d'identification d'enrôler les populations des différents villages enclavés du département d'Adiaké, a indiqué Rouafi Gagara, Conseiller électoral à l'ONUCI, chargé du département d'Adiaké.

L'appui logistique de l'ONUCI à l'opération d'identification et de recensement électoral, dénommé « Opération Transport », vise à renforcer la mobilité et les capacités de la Commission Electorale Indépendante dans la mise en œuvre et le suivi de l'identification. Dans ce cadre, l'ONUCI a mis à la disposition des autorités ivoiriennes des véhicules avec chauffeurs dans plusieurs régions du pays.

Dans certaines zones d'accès difficile, elle a déployé des embarcations (Grand Lahou et Adiaké) et un hélicoptère (Tiassalé).



Les agents d'identifications sur le point d'être transporté par l'ONUCI © UN / ONUCI

L'ONU CI APPUIE LA FORMATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE SAN-PEDRO AUX DROITS DE L'HOMME



Catherine François a échangé avec les participants sur les droits de l'homme © UN / ONU CI

La Division des Droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a appuyé l'organisation, le 10 février, d'une formation sur l'Examen Périodique Universel (EPU) des droits de l'homme au profit de la société civile de San Pedro.

Le séminaire faisait partie d'une tournée nationale de prospection et de formation effectuée par la Coalition pour l'Examen Périodique Universel de la Côte d'Ivoire (CEPU-CI) dans sept localités du pays. L'ONU CI a apporté un financement d'un montant de 5 millions de FCFA et une assistance technique pour l'organisation du séminaire, qui a aussi bénéficié de l'appui de l'Ambassade de Suisse en Côte d'Ivoire.

L'EPU est un mécanisme d'évaluation de la situation des droits de l'homme dans les Etats, qui a été mis en place par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. Il vise à améliorer le respect des droits de l'homme dans le monde, a expliqué Me Hervé Gouamené, président du CEPU-CI et de l'ONG Action pour la Protection des



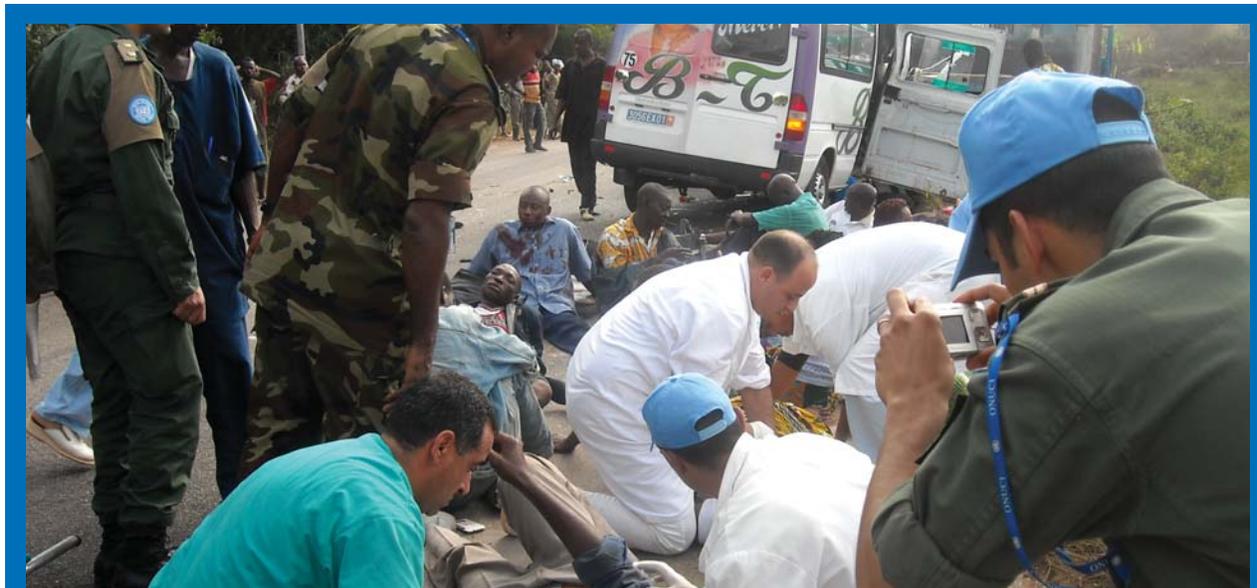
Droits de l'Homme (APDH). Cette coalition est composée des principales ONG et associations de défense et de promotion des droits de l'Homme. Trois ateliers portant sur les différentes catégories de droits de l'homme - droits civils et politiques ; droits sociaux, économiques et culturels ; droit à la solidarité - ont abouti à un inventaire des principales violations des droits de l'homme dans la région de San Pedro.

Les participants ont formulé des recommandations pour mieux promouvoir ces droits en Côte d'Ivoire. La représentante de la Division des droits de

l'homme de l'ONU CI à San Pedro, Mme Catherine François, a échangé avec les participants et répondu à leurs préoccupations lors d'une séance de questions-réponses. La CEPU-CI tiendra un atelier de synthèse et de validation des sept séminaires de formation organisés à San Pedro, Gagnoa, Man, Yamous-soukro, Odienné, Bondoukou et Abidjan, avant de présenter le 31 mars à Abidjan un rapport final, qui sera transmis en avril au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Par Yannick Bûchli

LE MORBATT PORTE SECOURS AUX VICTIMES D'UN ACCIDENT DE LA ROUTE À DUEKOUÉ



L'intervention des casques bleus de l'ONUCI a permis de sauver des vies © UN / ONUCI

Le bataillon marocain (MORBAT) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) déployé à Duékoué (environ 500 km à l'Ouest d'Abidjan) a porté secours et assistance le 10 février aux victimes d'un accident de la route dû à une collision entre un car de transport et un camion, provoquant la mort de deux des occupants de l'autocar.

Arrivés sur les lieux quelques minutes après l'accident, les éléments du

MORBAT ont donné sur place les premiers soins médicaux aux vingt deux blessés dont quatre dans un état critique, et procédé à leur évacuation sur l'hôpital de Duékoué à bord de deux ambulances du bataillon. Deux des quatre blessés graves ont été évacués dans un hôpital de niveau II à Daloa par les soins du bataillon

Le médecin Capitaine Said El Abassi et son équipe d'infirmiers ont ensuite prêté assistance aux médecins locaux

de l'hôpital de Duékoué et mis gratuitement à leur disposition des médicaments. Un gendarme marocain est intervenu sur les lieux pour aider les agents constatateurs pour les besoins de l'enquête.

L'accident est survenu sur l'axe Issia-Duékoué à 500 mètres du camp du bataillon marocain.

Par Juliette Amantchi

LE NIGERBATT DE L'ONUCI RÉHABILITE ET ÉQUIPE UNE ÉCOLE AU NORD DU PAYS.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a remis officiellement le 7 février, une école primaire réhabilitée et équipée, aux habitants de Nahouokaha, village de la sous-préfecture de Karakoro, dans le département de Korhogo (600 km, au Nord d'Abidjan).

Le Commandant du secteur Est, le Général Zafar Iqbal, et le commandant

du bataillon nigérien, le Lieutenant-colonel Moussa Tiémoko, ont officiellement remis le bâtiment de trois classes aux populations et aux autorités locales, au cours d'une sobre cérémonie.

Le Sous-préfet de Karakoro, M. Ruffin Kouassi, le député de la circonscription, M. Komboro Tieoro, et le chef du village, ont salué l'action de l'ONUCI et

exprimé leur satisfaction.

L'école avait été entièrement réhabilitée et équipée en tables-bancs et en tableaux par le contingent nigérien de l'ONUCI. Cette action fait partie des activités menées par la mission en vue de créer un cadre propice à la paix et au développement.

Par Kebe Yacouba

L'UNPOL FORME DES POLICIERS IVOIRIENS AUX ENQUÊTES SCIENTIFIQUES

Six agents de la police ivoirienne ont participé, à Sébroko, à un exercice d'enquête scientifique, au terme d'une formation dispensée par des spécialistes de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

La session vise à outiller les auditeurs à la sécurisation des scènes de crime et à l'utilisation des mallettes scientifiques.

L'exercice porte sur une scène de crime improvisée dans une salle du sous-sol de l'immeuble Sébroko. Derrière les vitres de ce qui doit être considéré comme une maison d'habitation, on peut apercevoir un homme pendu à un coin du plafond, une femme étalée au pied du lit et des flaques de sang.

« Nous sommes sur une scène de crime et nous collectons les indices et les traces qui seront analysés au laboratoire de la police scientifique en vue de reconstituer les faits », explique le lieutenant Hyppolite Djédjé, entouré de



Les policiers-auditeurs appliquent soigneusement les leçons apprises © UN / ONUCI

ses collègues qui s'affairent à prélever des échantillons de sang, d'une poudre blanchâtre et d'autres indices trouvés sur les lieux. Ces policiers portent des gants et des protections sur les chaussures ainsi qu'un cache-nez.

D'après une première analyse de la scène de crime, les policiers-auditeurs estiment que l'homme qui, dans une lettre trouvée sur les lieux, envisageait de se suicider parce qu'il était trop endetté a pu tuer sa compagne à l'issue d'une dispute. Mais ces policiers restent prudents : ce sont les résultats des analyses scientifiques qui permettront de confirmer les hypothèses.

La formation débuté le 24 novembre 2008, s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'ONUCI à la réforme et à la restructuration de la police et de la gendarmerie ivoiriennes. Cet appui vise, entre autres, une réactualisation des connaissances des agents et l'octroi de matériels pour une police efficace et moderne.

Elle est financée par l'ONUCI et l'agence de coopération technique allemande (GTZ).

« Il y a un réel engagement des policiers et gendarmes ivoiriens de s'approprier les outils et les techniques modernes », a commenté l'Assistant spécial du Commissaire de la police de l'ONUCI, Heinrich Kubina.

Six policiers et quatre gendarmes ivoiriens sélectionnés au terme des différentes phases de formations deviendront les formateurs de leurs pairs au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie, a expliqué M. Kubina.

« Cette formation est une vraie bouffée d'oxygène pour la police scientifique ivoirienne », a déclaré le capitaine Doué Lassiné Sylla, remerciant l'ONUCI et les autorités ivoiriennes au nom de ses collègues.

Par Parfait Kouassi